

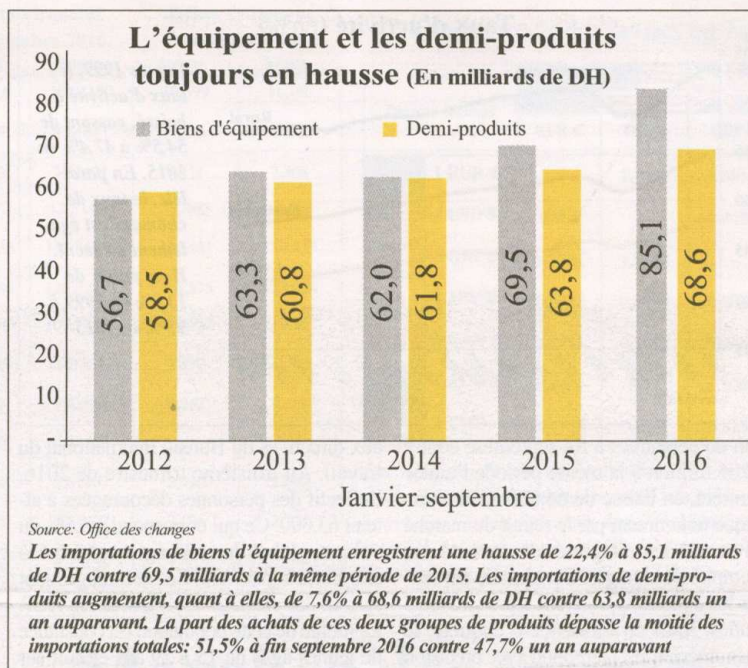
## Balance commerciale

## Les biens d'équipement gonflent l'import

• Avec les demi-produits, ils représentent la moitié des achats

• Mais peu d'impact sur la création d'emplois

**H**AUSSE soutenue de l'import des biens d'équipement et de demi-produits. Deux postes qui dépassent à eux seuls, la moitié des importations à fin septembre dernier: 153,7 milliards de DH. La dynamique qui se maintient depuis plusieurs années devrait, en principe, traduire l'effort d'investissement. C'est le cas pour les demi-produits dont l'impact est visible sur certaines activités, notamment le textile et le BTP. Deux activités qui ont amorcé leur reprise, avec à la clé, la création de 52.000 emplois pour le BTP. En revanche, pas d'impact sur les autres



secteurs industriels. Apparemment, les biens d'équipements importés sont constitués, pour l'essentiel, de composants automobiles, électriques et électroniques qui sont réexportés sous forme de produits finis. C'est dire que l'explosion de l'export du secteur automobile résulte plutôt de celui de l'import de ces produits d'équipement. Il faut donc

gétique s'inscrit toujours sur un trend baissier. Sur les neuf premiers mois, elle a reculé de près de 23%. Sa part dans le total des importations est passée à 13,2% au lieu de 18,3% à fin septembre 2015. Une baisse qui s'explique surtout par le recul des achats d'huile brute de pétrole (moins 10,9 milliards de DH) et dans une moindre mesure par la chute de 19,4% de la valeur de l'import de gaz et autres hydrocarbures.

Au total, les importations des biens et services enregistrent une hausse plus importante que celle des exportations. Ce qui explique le creusement du déficit commercial. Il s'établit à 73,3 milliards de DH contre 57,1 milliards, un an auparavant. Le taux de couverture se situe, ainsi, à 77,5% au lieu de 81% un an auparavant.

De leur côté, les exportations de biens ont enregistré une hausse de 1,6% à 165,3 milliards de DH. Ceci, malgré la chute de près de 14% des ventes de phosphates et dérivés. L'évolution des expéditions est donc attribuable au secteur de l'automobile dont la valeur a atteint 40 milliards de DH, en hausse de 13% par rapport à la dernière année. L'agroalimentaire maintient également le cap avec une progression de 8,8% tout comme les textiles qui enregistrent une hausse de 6,3%. Il en est de même

## Céréales: 13,6 milliards de DH à l'import

**E**FFET combiné d'une faible campagne céréalière et du déploiement du plan de sauvetage de l'élevage, l'import des céréales a porté sur 13,6 milliards de DH. Un chiffre en augmentation d'environ 3 milliards de DH sur les neuf premiers mois. L'évolution s'explique surtout par l'augmentation des volumes des achats du blé: 4,6 millions de tonnes. En revanche, le prix d'importation de blé recule de 24,4%: 2.016 DH/tonne au lieu de 2.667 DH, un an auparavant.

Sur le marché international, le prix du blé se situe en moyenne à 150 dollars/tonne contre 193,4 à fin septembre 2015. □

attendre l'amélioration du taux d'intégration de ce secteur pour inverser la donne.

En attendant, la valeur des importations de marchandises s'est élevée à 298,8 milliards à fin septembre dernier contre 279,5 milliards, un an auparavant, soit une hausse de 6,9%.

L'augmentation concerne l'ensemble des groupes de produits, notamment les achats de biens d'équipement, de produits finis de consommation, de produits alimentaires et de demi-produits. Ces hausses ont été, toutefois, atténuées par la baisse de la facture énergétique et des acquisitions en produits bruts. Hors achats de biens d'équipement et de demi-produits, les importations demeurent relativement stables. La facture éner-

de l'électronique et de l'industrie pharmaceutique. Ces deux activités affichent respectivement une progression de 6,8 et de 5,9%.

La légère hausse de l'export tient également à l'augmentation des recettes de services. Au total, ces recettes ont atteint 114,8 milliards de DH contre 62,6 milliards à l'import. D'où l'excédent dégagé au titre de la balance des services qui culmine à plus de 52 milliards de DH. Il résulte pour la majeure partie des transferts des MRE et des recettes de voyage. □

A. G.

Pour réagir à cet article:  
courrier@leconomiste.com